

# Il manque 1.200 places de stage pour les médecins francophones

## SANTÉ Etudiants flamands et francophones s'accordent sur les solutions

► La réforme des études de médecine va mettre sur le marché du stage deux promotions d'étudiants en 2018.

► Le Conseil supérieur de la santé a établi sa liste de solutions.

► Il ne manquerait que les moyens financiers.

**P**as d'argent... Pas suffisamment de maîtres de stage... Peu de volonté d'avancer... Après l'examen d'entrée, le dossier des études de médecine bute sur la question des places de stage pour les candidats généralistes ou spécialistes. Une question aussi épineuse que transitoire. Pour mémoire, en 2018, la sortie des facultés de médecine sera « encombrée » par les lauréats de deux promotions : les derniers qui ont effectué leur parcours en sept ans et les premiers à l'avoir fait en six. Tous devront effectuer un stage de plusieurs années auprès d'un médecin expérimenté pour pouvoir exercer. Le problème, on l'a compris, c'est qu'il faudra en 2018 trouver au minimum deux fois plus de places de stage que lors d'une année normale. Raison pour laquelle on parle de « double cohorte »... Appellation que d'aucuns ont rebaptisée « triple cohorte » : ceux qui sortiront en 2018 sont en effet aussi le pro-

duit de l'inaction des francophones pour filtrer l'entrée des études de médecine. Résultats des courses, on compte plusieurs centaines de diplômés surnuméraires par rapport aux quotas fédéraux.

« Cette double cohorte, touchant le nord comme le sud, est un véritable challenge organisationnel et financier nécessitant pour les francophones de trouver plus de 1.200, et pour les Flamands environ 400, places de stages supplémentaires », explique Quentin Lamelyn, président du Cium (comité inter-universitaire des étudiants en médecine). Ce n'est pas pour autant que les intéressés ne se parlent pas. Au cœur de la négociation entre la ministre De Block, les étudiants et les doyens de facultés, le Conseil supérieur des médecins spécialistes et généralistes joue les entremetteurs. Petit miracle, il serait parvenu à mettre d'accord nord et sud du pays : « Contrairement à d'autres dossiers, étudiants francophones comme néerlandophones ainsi que le cabinet De Block travaillons main dans la main. En effet, la plupart de nos revendications ont été reprises par le Conseil supérieur tandis que le cabinet lui-même a avancé des arguments en phase avec ceux des étudiants », ajoute Quentin Lamelyn.

De quoi parle-t-on ? Des solutions officielles du Conseil supérieur à la ministre De Block. Il est question d'inciter les jeunes

à se tourner davantage vers la médecine générale où la marge de manœuvre pour créer des places de stage est plus importante (ce qui correspond aussi aux besoins du terrain).

**Il ne manque dans cet éventail de solutions que... l'argent**

Idem pour la médecine spécialisée où certaines disciplines en pénurie réclament des stagiaires. Le gros de la troupe pourrait être « absorbé » par un assouplissement des critères pour devenir maître de stage et par une intensification des accords avec des hôpitaux périphériques. Le Conseil supérieur examine également l'externalisation de stages à l'étranger (en France ou en Angleterre, par exemple). Enfin, il est clairement question de proposer des formules de stage à temps partiel (étendus sur un nombre supérieur d'années) ainsi que des formules combinant par exemple formation et recherche.

Il ne manque dans cet éventail de solutions que... l'argent. Même en isolant la question des surnuméraires francophones, le gouvernement fédéral n'a à ce stade pas prévu de moyens complémentaires. Rien pour payer les candidats généralistes supplémentaires (dont le salaire est pris en charge à 50 % par l'Inami). Et moins que rien pour les hôpitaux étranglés par les dernières coupes budgétaires. ■

**ÉRIC BURGRAFF**

### RÉACTIONS

#### « On comprend les inquiétudes »

**La ministre**

« On est proche d'une solution », disent les étudiants... La ministre manie, elle, la langue de bois : « On travaille pleinement. On est conscient de la situation des étudiants et on comprend très bien leurs inquiétudes. »

#### « L'argent, nerf de la guerre »

**Les doyens**

« On sent de petites ouvertures mais rien de concret à ce stade », assure le porte-parole des doyens de facultés de médecine, Dominique Vanpee (UCL). Et de rappeler leurs principales revendications, en phase d'ailleurs avec celles du Conseil supérieur de la santé. Un : assouplir les critères pour augmenter le nombre de maîtres de stage et d'assistants. Deux : multiplier les places en médecine générale. Trois : négocier des stages à l'étranger. « Tout cela est réalisable, mais le nerf de la guerre reste l'argent : pour financer l'accueil de candidats généralistes supplémentaires, pour financer la troisième année chez les généralistes, pour permettre aux hôpitaux de rémunérer les assistants et pour offrir des bourses à ceux qui partiraient se former à l'étranger. »

E.B.